

ments publics, c'est-à-dire de les faire fonctionner comme des établissements privés. Il n'a pas caché son souhait d'en finir avec le statut de la fonction publique qui impose partout les mêmes conditions d'embauche, de déroulement de carrière et de rémunération de conditions de travail. Dès aujourd'hui les attaques contre les droits et militantEs syndicaux se multiplient comme au CHU de Toulouse.

En réalité, le gouvernement veut commencer par casser les droits des salariés du secteur privé, pour ensuite, au nom de « l'équité », imposer les mêmes reculs à ceux du public. Ne nous laissons pas diviser : public, privé, nous sommes dans la même galère et c'est ensemble que nous devons nous mobiliser pour rejeter les ordonnances. Elles ne sont qu'un début !

Stopper l'offensive Macron, maintenant !

Alors qu'il exonère davantage les patrons de cotisations sociales et multiplie les cadeaux fiscaux aux plus riches, le pouvoir annonce :

- un raboutage des aides personnalisées au logement (APL),

- la poursuite du gel du point d'indice des fonctionnaires (c'est-à-dire la poursuite du blocage des salaires dans la fonction publique),

- une « économie » de 15 milliards en 5 ans sur les dépenses d'assurance maladie : c'est-à-dire des budgets encore en baisse pour les établissements hospitaliers. Qui peut croire que les effectifs de personnel seront maintenus, si les établissements n'ont pas les moyens de payer leurs employés ?

- l'augmentation de la CSG, avec pour conséquence une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et les retraités,

- une nouvelle réforme des retraites, sur le modèle suédois ou italien, qui ne garantirait plus le niveau des pensions d'une année sur l'autre et aboutirait à une baisse considérable des pensions,

- une réforme de l'assurance chômage, qui obligerait les chômeurs à accepter n'importe quel emploi précaire et mal payé et transformerait, de fait, l'indemnisation du chômage en « RSA pour tous ».

Répondre à la hauteur des enjeux, construire dès maintenant dans les luttes une alternative politique à Macron

ChacunE le sait, pour mettre en échec les ordonnances et tous les projets de destruction sociale de Macron, le 12 Septembre ne peut être que le début d'une lutte déterminée.

Il faudra frapper ensemble et beaucoup plus fort, coordonner la mobilisation, jusqu'au retrait complet des projets gouvernementaux. Pour cela, le regroupement, la coordination unitaire des équipes syndicales et des militantEs déterminéEs à mener cette lutte est une nécessité. Le « Front social » actuellement en constitution est un outil pour y parvenir.

Mais, si l'on ne veut pas que la seule solution face à Macron, ce soit la vieille droite, la vieille gauche ou... le Front National, c'est aussi une alternative politique qui doit se construire, comme cela avait commencé lors des « Nuits debout ».

Cela ne viendra pas d'un parlement dominé par les députés godillots de la République en Marche, ni d'un seul homme ou d'un seul parti. Cela doit être la création collective de toutes celles et tous ceux qui se mobilisent et veulent qu'enfin la société soit au service des 99 % qui produisent les richesses et non des 1 % qui les exploitent. Le NPA y mettra toutes ses forces...

Mercredi 6 septembre 2017

**Manifestion intersyndicale
12 septembre, 14 heures,
place Arnaud-Bernard**

**Le NPA sera présent
avec un point fixe
boulevard de Strasbourg**